

PROJET DE CONSTITUTION CONSENSUELLE

«Limité» et «sélectif», selon le Pôle des forces du changement

Le Pôle des forces pour le changement qui a décidé, avant-hier tard, de décliner l'invitation d'Ouyahia pour des discussions autour du projet de révision constitutionnelle, a tenu, hier, à expliquer plus amplement sa position.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Un refus qui était, par ailleurs, attendu au vu des positions de chacun des membres de ce conglomérat partisan constitué autour du candidat à la présidentielle du 17 avril dernier, Ali Benflis.

En effet, les membres du Pôle constitué de Ali Benflis, Noureddine Bahbouh, secrétaire général de l'Union des forces démocratiques et sociales, Tahar Benaïèche, de Fadji El Djadid, Mohamed Djahdi Younsi du mouvement Islah, Mahdi Allaou du Parti des centristes algériens, Djamel Ben Abdeslam du Front de l'Algérie Nouvelle, Ahmed Haboussi du Parti du renouveau pour la concorde nationale, Kadri

Hafid Chafik, du Mouvement El Amel et Oudjedi-Damerdjil Nadja du Mouvement des citoyens libres trouvent que la révision de la Constitution proposée à la fois «limitée» et «sélective» et qu'elle n'était pas, de ce fait, «la voie la plus indiquée pour la recherche d'une solution à la grave crise politique et institutionnelle à laquelle le pays est confronté».

Ceci pour la forme alors que pour le fond qui ignore «délibérément», selon Benflis et ses pairs du Pôle, «la nature et les causes véritables de cette «crise de légitimité et de fonctionnement des institutions». D'où le caractère «partiel» des mesures de cette révision et qui ne peuvent constituer «une solution à une crise

d'une telle complexité et d'une telle ampleur».

Pour les forces du changement, il y a «diversion» dans l'initiative qui procéderait, selon eux, «d'une volonté de détourner l'attention du peuple algérien de la gravité de cette crise et d'occulter la voie et les moyens de son règlement effectif et durable». Une démarche du pouvoir en place qui relèverait, poursuit le Pôle, «plus de souci d'assurer sa propre pérennité que d'une résolution à traiter véritablement de la crise politique et institutionnelle actuelle et à lui apporter la solution consensuelle et rassembleuse qu'elle exige de manière pressante».

Estimant qu'il était loin de s'inscrire dans «la véritable tâche nationale prioritaire du moment, en l'occurrence celle du changement démocratique, le Pôle des forces du changement conclut



Ouyahia essuie un nouveau refus.

que le projet du pouvoir était loin de s'inscrire dans «la véritable tâche nationale prioritaire du moment, en l'occurrence celle du changement démocratique. Une telle mission nationale commande, selon lui, encore, le «retour à la légitimité des institutions ainsi que leur remise en capacité

d'exercer effectivement leurs missions constitutionnelles». Car, estime-t-il, toute autre démarche ignorant ou évitant la prise en charge de cette double problématique est «destinée à être sans effet sur la crise politique actuelle».

M. K.

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

La plate-forme adoptée

La plate-forme politique devant servir de base de débat lors de la conférence nationale sur la transition démocratique prévue le 7 juin prochain a été finalisée hier.

Ce point, qui a fait l'objet d'un long travail d'une commission mise sur pied il y a quelques semaines par la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique, a été au centre du sommet de cette dernière, hier mardi.

Un document qui a été adopté sans trop d'«encombres» et de «difficultés», extirpé qu'il est, de toute «référence idéologique» comme tiendra à le relever une source proche de la Coordination. Car, il s'agissait, comme convenu à la mise sur pied de ce conglomérat transpar-

tisan, de transcender justement les intérêts étroitement «partisans», et de focaliser les efforts sur les mécanismes et les outils à même de redonner à la pratique politique démocratique toute sa quintessence», affirmation de même source.

Lors de ce conclave qui s'est tenu chez l'ancien chef de gouvernement Ahmed Benbitour, il a été aussi question d'arrêter la liste des conviés parmi les chefs de parti, les personnalités nationales et les représentants de la société civile et associative. Un listing qui comprendrait près de

80 personnes auxquelles les invitations, doublées d'une copie de la plate-forme avalisée à l'occasion, seront tout prochainement remises.

Et à notre source de tenir à préciser qu'il ne s'agit pas pour la Coordination de «remplir» la salle où devra se tenir la conférence nationale sur la transition démocratique le 7 juin prochain. Une conférence «préliminaire» où les débats seront empreints de sérénité mais surtout de responsabilité qu'exige le moment».

A propos des contacts d'avec les chefs de parti et autres personnalités nationales, la même source fait part du partage de tout ce beau monde ou presque,

de la lecture que fait la Coordination de la situation du pays, voire de sa feuille de route pour la dépasser. Et dernier interlocuteur de la CNLTD, l'«ex-premier secrétaire national du FFS, Karim Tabou, qui a été reçu avant-hier lundi, par le président du RCD, dans une «première». Un entretien au cours duquel le promoteur de l'UDS (Union démocratique et sociale) parti en attente du quitus pour la tenue de son congrès constitutif, aurait partagé avec Mohcine Belabbas le constat et même la démarche de la Coordination dont le RCD est un des membres les plus en vue.

M. K.

ABDESSELAM BOUCHOUAREB À ORAN :

«On ne va pas abandonner les travailleurs algériens»

En visite de travail dans la wilaya d'Oran, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb, s'est rendu hier dans la commune de Bethioua pour s'enquérir d'un projet au niveau de la zone d'activité ; c'est alors que son cortège officiel a été quelque peu perturbé par un groupe d'une cinquantaine de travailleurs du complexe sidérurgique turc de Tosyali, implanté dans la zone d'activité de Bethioua (wilaya d'Oran).

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Bien avant de se rendre à ce site, le ministre avait été interpellé par des journalistes sur les cas de dépassements relevés par des travailleurs algériens employés au niveau de sociétés gérées par des partenaires étrangers à l'exemple de Lafarge et de Tosyali. Il fera savoir qu'il n'est pas au courant de ces conflits, que pour sa part, sur le plan industriel ces investisseurs étrangers respectent la loi et qu'il n'y a pas à sa connaissance de dépassement émanant d'industriels étrangers. Toutefois, il assure à l'intention des travailleurs de Tosyali qui se sont regroupés hier lors de son passage à la zone de Bethioua «on ne va pas abandonner les travailleurs algériens».

En grève pour la seconde fois

en quelques mois pour dénoncer des conditions de travail de plus en plus insupportables, les travailleurs algériens au niveau du complexe turc Tosyali n'ont pas raté l'occasion de la visite du ministre et de sa délégation. Encadrés par la gendarmerie, les employés n'ont pas pu approcher les officiels pour leur exposer leurs problèmes, c'est alors que le wali et le ministre sont allés en personne vers eux pour leur permettre de s'exprimer. Si, pour sa part, le ministre de l'Industrie et des Mines leur a assuré la disponibilité de l'Etat à être à leur écoute et à résoudre leurs problèmes, le wali les a assurés de son engagement à suivre attentivement leurs doléances, leur rappelant que c'est à son initiative qu'une délégation s'est entretenue la veille, avec les représen-



Abdeslam Bouchouareb.

tants des travailleurs en vue de trouver des solutions. Pour leur part, les travailleurs nous feront savoir qu'ils tiennent à leur plateforme de revendications qui consiste, entre autres, à des demandes d'augmentation des salaires, l'absence de convention collective, le règlement intérieur répressif élaboré sans leurs représentants légaux, la non-application des normes HSE ayant causé de très nombreux accidents, dont l'un mortel...

«Les 40 collègues licenciés récemment ont retrouvé leur poste de travail suite aux dernières discussions et la délégation avec laquelle nous avons discuté et qui comprend également des Turcs, nous a promis de tout satisfaire. Nous avons fixé la date du 26 mai comme date butoir, au-delà nous entamerons une grève générale».

Auparavant, pour sa première visite de travail depuis sa nomination, M. Abdeslam Bouchouareb s'est rendu au site de Renault Algérie Production (RAP) à Oued Tlilat, où il a rappelé l'importance de l'impact industriel de ce projet, qui verra la mise en place d'une sous-traitance nationale. L'on apprend que la formation professionnelle d'apprentissage au niveau de Oued Tlilat s'est concrétisée par la formation de 140 employés qui activent à présent au niveau des ateliers de montage, qui assureront le montage de la première Renault Symbol «algérienne» début juin 2014.

A. B.

FORUM DES
CITOYENS POUR
LA DEUXIÈME
RÉPUBLIQUEAppel pour une
transition
démocratique

Le Forum des citoyens pour la deuxième République a rendu publique, hier, une plateforme politique pour une sortie de crise. «La transition démocratique visera à mettre en place les conditions de sortie du système en place de façon pacifique et graduelle et de l'engager dans la voie de la République sociale et de la modernité démocratique.

Les mécanismes seront déterminés une fois ces conditions ont vaincu. Pour faire aboutir cette revendication qui gagne incontestablement du terrain, la tâche prioritaire est de mobiliser autour de cet objectif central», précise le document.

Constitué de l'Initiative pour la refondation démocratique (IRD), le Parti laïque et démocratique (PLD) et le Comité des citoyens pour la défense de la République (CCDR), ce forum estime nécessaire de créer un climat favorable devant conduire «à la remobilisation de la société et à la réhabilitation du lien de confiance».

Parmi les points inscrits dans cette plateforme figurent la «réforme de l'Etat pour mieux définir ses attributs», «la consécration de l'équidistance et la neutralité de l'administration vis-à-vis de l'ensemble des forces politiques» ainsi que «la protection de l'armée de fonctions qui ne relèvent pas de ses compétences (tâches de police et politiques)».

R. N.